

Des drogmans aux chercheurs : l'Institut français d'Istanbul

Stéphane Yerasimos

Professeur à l'université Paris VIII-Saint-Denis
Ancien directeur de l'Institut français d'études anatoliennes

Forts des relations culturelles privilégiées que la France avait établies avec la Turquie au début du XVIIe siècle, savants et diplomates créent en 1930 l'Institut français d'archéologie d'Istanbul, qui verra passer dans ses murs nombre de chercheurs, archéologues, byzantinistes, linguistes, historiens... En 1975, se recentrant sur les périodes moderne et contemporaine, il devient l'Institut français des études anatoliennes, l'IFEA. Suivons Stéphane Yerasimos pour une visite de cette dynamique institution...

Le Palais de France

Dans le petit croquis dessiné par Jérôme Maurand, ce prêtre d'Antibes débarqué à Constantinople en août 1544, on voit au-dessus de Galata, le faubourg nord de la capitale ottomane, à demi cachée dans les arbres, une grande maison. C'est à l'époque la résidence d'été de l'ambassadeur de France, installé d'une manière permanente depuis 1535 auprès du gouvernement ottoman. Quelques années plus tard, sans doute avant 1570, l'ambassade quitte sa première résidence située à l'intérieur de Galata, régulièrement ravagée par la peste et s'installe définitivement dans ses quartiers d'été. Déjà, pendant les beaux jours du printemps 1573, le jeune Philippe du Fresne-Canaye qui accompagne le nouvel ambassadeur François de Noailles, assis devant la porte de l'ambassade qui donne sur la Grande rue de Péra, taquine les dames turques qui vont au hammam. Au tournant du XVIIe siècle François Savary de Brèves, ambassadeur de 1590 à 1606, acquiert le terrain, précédemment loué et édifie une nouvelle ambassade. Ce terrain supporte et environne toujours ce qui est convenu d'appeler depuis des siècles le Palais de France. En 1626, les capucins français sont envoyés à Constantinople, par le père Joseph du Tremblay, l'éminence grise du cardinal de Richelieu, pour faire du prosélytisme auprès des chrétiens d'Orient. Ils sont installés deux ans plus tard par l'ambassadeur Philippe de Harlay de Césy à côté de l'ambassade, ils y resteront jusqu'à l'an 2000. Cette arrivée entraîne l'édification d'une église, Saint-Louis des Français, et d'une école.

Des « Jeunes de langues » aux Langues'O

Cette école est destinée aux enfants du pays et vise non seulement à former des bons catholiques mais à produire également des jeunes connaissant aussi bien le latin et le français que le grec et le turc pour en faire des drogmans, c'est-à-dire des traducteurs officiels. En effet, l'échange constant de documents officiels entre l'ambassade et la Sublime Porte nécessite des traductions, fort délicates, entre le français et le turc, sans oublier les entretiens entre l'ambassadeur et les officiels ottomans ; ce travail d'une extrême importance ne pouvait pas être confié à des traducteurs fournis par l'administration turque ni à des personnes recrutées localement sur le tas sans une formation

préalable.

En 1669, ne se fiant plus aux capacités des chrétiens locaux, la France décide d'imiter l'institution créée l'année précédente par le baile, l'ambassadeur vénitien à Constantinople qui avait fondé une école des « Giovanni di Lingua ». Il fut ainsi convenu d'envoyer à Istanbul, de trois ans en trois ans, aux frais de la chambre de commerce de Marseille, six jeunes enfants âgés de dix ans, pour être instruits par les capucins dans les langues orientales, afin de servir de drogmans. Ce sont les « Jeunes de langues », dont le recrutement sera perfectionné en 1721. À partir de cette date, ceux-ci, au nombre de dix, étudient leurs humanités au collège Louis le Grand, à Paris, et arrivent à Constantinople vers quinze ou seize ans. Quand les capucins sont expulsés pendant la Révolution, la Convention décide par décret du 10 germinal an III (30 mars 1795) de supprimer l'École des langues de Constantinople et de créer à Paris une École des Langues orientales, celle qui subsiste toujours.

Les relations franco-turque au tournant des XIXe et XXe siècles

Ainsi, au XIXe siècle, si l'institution des drogmans est loin de perdre son importance, malgré la généralisation de la langue française et son introduction dans la diplomatie ottomane, les drogmans sont formés à Paris et envoyés en poste en Orient, même s'ils continuent à utiliser des aides locaux issus des anciennes familles levantines des drogmans. En 1874, sous l'ambassade de Jean-Charles Melchior de Vogüé, un bâtiment séparé est construit dans l'enceinte du Palais de France pour abriter le grand-drogmanat. La présence française à Constantinople ne sera interrompue que pendant la première guerre mondiale, quand le Palais de France, réquisitionné, deviendra un hôpital. À partir de 1923 la ville devient officiellement Istanbul et la capitale est transférée à Ankara. Pendant les premières années de la République turque, les relations franco-turques sont plutôt tièdes et la diplomatie française a du mal à s'adapter aux nouvelles données. Ainsi en 1929 le Quai d'Orsay s'adresse encore à « Monsieur l'ambassadeur de la République française à Constantinople » et ce dernier refuse toujours de déménager à Ankara. En même temps l'abolition des capitulations, qui conféraient l'extraterritorialité aux citoyens français à l'époque ottomane, la suppression de la dette publique ottomane dont la majorité des obligations étaient aux mains des porteurs français, et les restrictions apportées aux écoles et œuvres françaises en Turquie ne sont pas faites pour réchauffer les rapports.

L'Institut français d'archéologie d'Istanbul

Une nouvelle institution française serait la bienvenue, qui, tout en évitant de se mêler des contentieux politiques, pourrait apporter son soutien aux efforts de la nouvelle Turquie soucieuse de réévaluer son passé afin de se définir comme nation.

Deux personnes en France semblent en avoir pris l'initiative, Jean Deny, professeur de turcologie à la Sorbonne, et Albert Gabriel, architecte et professeur d'histoire de l'art à l'université de Strasbourg. Ce dernier avait fouillé en Grèce mais aussi au Caire et s'était intéressé aux monuments de l'île de Rhodes. Un comité fondateur, composé de ces deux personnes, ainsi que du directeur de l'École des langues orientales, du spécialiste du monde musulman Louis Massignon, du byzantiniste Charles Diehl, du spécialiste de l'Empire romain Jérôme Carcopino et de l'ambassadeur de France en Turquie, le comte de Chambrun, s'est réuni le 12 février 1930 à Paris. Il décide la création d'un Institut français à Istanbul en vue de promouvoir les recherches des savants français au sujet de la langue et de l'histoire turques et de faciliter les échanges scientifiques entre la France et la Turquie. Par cette orientation le comité se place donc dans le sillage des préoccupations qui animent en ce moment la Turquie officielle à la recherche d'un passé national.

L'organisation prévoit un directeur et deux pensionnaires d'une durée de séjour d'un an ; l'un d'entre eux serait envoyé par la chaire de turcologie de la Sorbonne et l'autre par l'École française d'Athènes, en liaison avec Albert Gabriel. La nomination de ce dernier au poste de directeur fera toutefois pencher la balance du côté de l'archéologie, même si cette discipline n'était pas mentionnée lors de la réunion fondatrice. Ainsi la nouvelle institution sera nommée Institut

français d'archéologie d'Istanbul et on lui choisira comme siège l'ancien drogmanat dans la cour du Palais de France, lequel ne gardera plus que le nom, puisque l'ambassade finira par se transférer à Ankara au cours des années 1930.

La demande d'autorisation pour l'ouverture de l'Institut est présentée aux autorités turques par le comte de Chambrun le 25 mars 1930. L'argumentation mentionne la possibilité de développer à cette occasion les relations scientifiques entre les deux pays ainsi que les contacts entre les universités de Paris et d'Istanbul. La réponse vient un an plus tard, le 28 février 1931. Le gouvernement turc consent à condition que le personnel de l'Institut ne bénéficie pas de l'immunité diplomatique et que la nouvelle institution ne prenne pas le caractère d'une université délivrant des cours indépendants.

Albert Gabriel, plus de vingt ans de présence à Istanbul

Entre-temps Albert Gabriel s'installe dès le début du printemps 1930. Se promenant un jour sur la Grande rue de Péra, il rencontre Georges Dumézil, alors professeur de l'histoire des religions à l'université d'Istanbul et lui propose une mission en Anatolie. Celui-ci, saisissant l'occasion, demande à faire une enquête dans les villages des émigrés caucasiens pour recueillir des versions de la légende des Nartes. Il sera ainsi le premier bénéficiaire d'une bourse de l'institution. Il part en juin 1930 pour un tour de trois semaines dans la région du lac de Sapanca, à une centaine de kilomètres à l'est d'Istanbul. Il ne trouve pas les Ossètes qui pourraient le renseigner sur l'épopée indo-européenne des Nartes, mais rencontre les derniers locuteurs circassiens de la tribu des Oubykhs, ce qui fera de Dumézil un spécialiste de l'oubykh, langue depuis complètement éteinte, et des langues caucasiennes en général. L'inauguration officielle de l'Institut date du 1er octobre 1930, en présence de Sébastien Charlety, recteur de l'Académie de Paris.

L'arrivée d'Albert Gabriel à la tête de l'Institut marque la prépondérance de l'École d'Athènes et de l'archéologie sur Jean Deny et la turcologie. Des archéologues et des épigraphistes comme Louis Robert, Pierre Devambez ou Alfred Laumonier viennent étudier les civilisations pré-hellénistiques anatoliennes en Phrygie, Carie ou Lycie. Ces premières prospections aboutissent aux fouilles de Claros et de Xanthos qui restent pendant longtemps les fleurons de l'archéologie française en Asie Mineure. Des personnalités turques comme le directeur des antiquités du ministère de l'Éducation, Hamit Zübeyir Kosay, ou le directeur du musée d'Izmir, Selâhaddin Bey, s'avèrent des précieux collaborateurs des savants français. Quant à Albert Gabriel lui-même, il se mue en spécialiste de l'architecture pré-ottomane et ottomane, et ses nombreuses missions en Anatolie aboutissent à une série d'ouvrages qui font toujours référence. Il s'agit notamment des *Monuments turcs d'Anatolie* dont le premier volume parut en 1931 et le second en 1934 et des *Voyages archéologiques dans la Turquie Orientale*, en deux volumes publiés en 1940.

D'autres chercheurs viennent pour des missions plus courtes. C'est ainsi qu'on apprend par la presse que le sociologue Maurice Halbwachs est invité au printemps 1938 pour entreprendre une étude sociologique sur Istanbul, comme il l'avait fait auparavant pour Berlin et Chicago. Nous ne connaissons pas les résultats de cette enquête, mais Halbwachs donna bien deux conférences à l'université d'Istanbul les 18 et 20 avril de cette année-là au sujet des répercussions de la situation économique sur la population. L'Institut intervient enfin pour recommander des jeunes chercheurs turcs qui se rendent pour études en France. Nous rencontrons pour la courte période allant du début de la seconde guerre mondiale à la capitulation de la France, les noms de l'architecte et historien de l'architecture Ali Saim Ülgen, de la philologue Mina Urgan, du peintre Ercüment Kalmik...

Avec le retour en France en 1941 d'Albert Gabriel, nommé au Collège de France, l'intérim est assuré par le directeur de l'Institut français de Damas, Henri Seyrig, au nom de la France libre, et ensuite par l'iranologue Henri Corbin, qui fut également pensionnaire de l'Institut mais, après la guerre, Gabriel reprend ses fonctions. C'est à ce moment qu'arrive le premier pensionnaire qui deviendra un turcologue de renom, Robert Mantran. En 1956 Albert Gabriel quitte ses fonctions après vingt-six ans de direction. Lui succède l'épigraphiste Louis Robert (1956-1964) qui inaugure l'année suivante la prestigieuse collection des publications de l'Institut, dont les 31 volumes

publiés jusqu'en 1990, contiennent entre autres 3 volumes de Georges Dumézil sur les langues et les traditions du Caucase, les études comparatives sur les Hittites et les Indo-Européens d'Émile Benveniste, les *Sculptures byzantines de Constantinople* d'André Grabar, *Istanbul dans la seconde moitié du XVIIe siècle* de Robert Mantran...

L'Institut français des études anatoliennes

Le directeur suivant est le hittitologue Emmanuel Laroche (1964-1975). Il lance deux fouilles concernant la période hittite tardive, dont celle de Porsuk, près de Nigde est toujours en activité. Toutefois cette période est marquée par un certain assouplissement de l'institution, les directeurs n'y résident que pendant la belle saison et se trouvent pendant cette période pour la plupart du temps sur leurs terrains de prospection. La volonté de l'administration de tutelle, la Direction culturelle du ministère français des Affaires étrangères, de recentrer les activités sur la période moderne et contemporaine se manifeste par le changement du nom de l'institution, qui devient en 1975 l'Institut français des études anatoliennes, l'IFEA. Cela n'empêche pas toutefois la nomination d'un autre archéologue en la personne d'Henri Metzger (1975-1980).

L'arrivée en 1981 de Georges Le Rider, numismate, qui avait été précédemment directeur de la Bibliothèque nationale, marque un nouveau début pour l'institution. Le directeur loge désormais à l'intérieur de l'Institut ou de l'enceinte du Palais de France pendant toute la période de son mandat. La spécialité de numismate de Le Rider n'empêche pas le passage de futurs turcologues comme François Georgeon ou Nicolas Vatin. Enfin une longue série de turcologues et d'historiens de l'époque ottomane commence en 1984 avec la nomination de Jean-Louis Bacqué-Grammont. Désormais l'IFEA se développe rapidement, la création de nouveaux postes d'allocataires et boursiers multiplie le nombre de chercheurs qui atteindront une bonne dizaine dans les années 1990. L'institution se dote d'une bonne bibliothèque, ouverte au public, et d'un personnel administratif compétent. Il diversifie notamment ses publications en lançant simultanément deux revues, *Anatolia Antiqua* (12 numéros 1991-2004) et *Anatolia Moderna* (11 numéros 1991-2004), ainsi que les séries *Varia Turcica* (35 volumes parus de 1985 à 2001) et *Varia Anatolica* (16 volumes parus de 1987 à 2004).

Depuis le début des années 1990 deux antennes spécifiques sont mises en place. L'Observatoire urbain d'Istanbul a comme fonction de suivre l'évolution de l'agglomération stambouliote, d'établir un dossier de presse et de publier un bulletin. Celui-ci est devenu électronique depuis le début des années 2000. L'Observatoire du Caucase réunit des informations concernant cette région, possède un considérable fonds d'ouvrages, y compris dans les langues caucasiennes et travaille en collaboration avec Bakou.

Les conférences de l'IFEA réservées auparavant essentiellement à des invités venus de France, se sont diversifiées, notamment depuis 1994, en se transformant en séminaires réunissant chercheurs turcs, français et autres et en se déroulant aussi bien en français, anglais ou turc. Cela a permis le développement d'une synergie aussi bien avec les autres instituts de recherche européens à Istanbul – l'Institut archéologique allemand, le Deutsche Orient Institut, l'Institut néerlandais, l'Institut suédois – qu'avec les universités turques. L'archéologie s'est parallèlement considérablement développée atteignant la dizaine de fouilles et de prospections au milieu des années 1990. Certaines anciennes fouilles prestigieuses comme celle du Létôn à Xanthos ont passé au stade de la restauration, tandis que des fouilles de sauvetage se sont opérées à Zeugma sur l'Euphrate. En même temps les fouilles protohistoriques et préhistoriques ont pris une part grandissante en liaison avec la considérable richesse du sol anatolien dans ce domaine.

L'IFEA se présente donc aujourd'hui comme une institution confirmée de la recherche française à l'étranger, en collaboration active avec la recherche turque. Ainsi un grand nombre des rencontres internationales dont les sujets vont de la préhistoire aux questions contemporaines sont organisées tous les ans à son initiative ou avec sa participation.

Stéphane Yerasimos
Juillet 2004

Bibliographie



Le Palais de France à Istanbul
Jean-Michel Casa
éditions Yapi Kredi, Istanbul, 1995



Représentants permanents de la France en Turquie (1536-1991) et de la
Turquie en France (1797-1991)
Jean-Louis Bacqué-Grammont, Sinan Kunalalp et Frédéric Hitze
In Varia Turcica XXII
IFEA, Istanbul-Paris, 1991